

Compte-rendu de la conférence donnée par Monsieur Jean-Paul Gourévitch à Troyes le 5 avril 2017

Monsieur Jean-Louis Chaton ouvre la conférence en rappelant que Monsieur Gourévitch est un consultant international, spécialiste du sujet des migrations, et qu'il est aussi un écrivain très prolifique puisqu'il a écrit 70 livres.

Avant que ne commence la conférence de Monsieur Gourévitch,, Monsieur Eudes de Beaufreton, délégué général de Contribuables Associés, prend la parole pour une courte intervention. Monsieur Chaton rappelle que Contribuables Associés réalise un travail remarquable en faveur des contribuables.

Après avoir remercié Monsieur Chaton pour son invitation, **Monsieur Eudes de Beaufreton** fait une brève présentation de Contribuables Associés, rappelant qu'il s'agit d'une association de type loi 1901, créée en 1990, qui s'est donnée pour objectif de lutter contre le gaspillage de l'argent public et contre la dette. Monsieur Eudes de Beaufreton nous rappelle que la France a aujourd'hui plus de 2300 milliards d'euros de dette, ce qui représente approximativement 35000 € de dette pour chaque Français.

En réalité, depuis plus de 40 ans la France s'endette. Et si les financiers continuent à prêter de l'argent à la France, c'est uniquement parce que les Français ont un patrimoine qui s'élève à une hauteur de 12 000 milliards d'euros. Des mesures législatives ont toutefois d'ores et déjà été adoptées afin de rassurer les marchés financiers et afin que ceux-ci continuent à nous prêter.

Pour Monsieur de Beaufreton, il faut impérativement adopter des mesures pour réformer structurellement notre pays et il faut réduire le nombre de fonctionnaires. Nous avons en France 1 600 000 fonctionnaires de plus qu'en Allemagne. Monsieur de Beaufreton exprime son exaspération face à ce que l'on appelle vulgairement le "millefeuille de l'Administration territoriale".

Il déplore ainsi la multiplication des strates administratives : 36 000 communes, 101 départements, les régions, les intercommunalités... Cette accumulation de strates administratives est financée par les impôts qui plombent littéralement le pouvoir d'achat des Français, et cela se ressent évidemment sur la croissance économique de notre pays.

Monsieur de Beaufreton félicite et encourage les membres du CARED présents à se mobiliser au service d'associations, telles que le CARED ou Contribuables Associés, afin d'œuvrer au bien commun. Il invite d'ailleurs les membres présents à se rendre sur le site internet de Contribuables Associés dont l'adresse est la suivante : www.contribuables.org Contribuables Associés regroupe 350 000 membres à travers toute la France qui font un travail de pression parlementaire. Un argus est ainsi publié par l'association afin de permettre à chaque citoyen de contrôler l'attitude des élus parlementaires vis-à-vis des finances publiques. Monsieur de Beaufreton termine son intervention en affirmant que c'est l'engagement citoyen qui sauvera la France, et certainement pas les hommes politiques.

C'est au tour de Monsieur Gourévitch de prendre la parole.

Après avoir remercié Monsieur Chaton de l'avoir invité, et les membres du CARED présents de s'être déplacés pour venir l'écouter, Monsieur Gourévitch explique que sa conférence portera sur deux thèmes : les

migrations (c'est-à-dire l'immigration et l'expatriation) et l'islamo-business. Ce sont ces deux thèmes que Monsieur Gourévitch aborde dans ses deux derniers livres qui viennent s'ajouter aux 70 autres déjà écrits.

Pour écrire son livre "Les véritables enjeux de l'immigration", Monsieur Gourévitch explique avoir interrogé les différents candidats à l'élection présidentielle, les associations de défense et d'aide aux migrants, ainsi que celles qui s'opposent à l'installation de ces migrants.

Monsieur Gourévitch entend commencer son exposé par le rappel d'un certain nombre de chiffres et nous apprend que, pour la première fois, des statistiques ethniques ont pu être établies. C'est une véritable « révolution tranquille » et Monsieur Gourévitch se dit fier d'avoir mené, avec d'autres, ce combat pour l'établissement de statistiques ethniques car : « il est difficile de parler d'un sujet quand on ne sait pas d'où viennent les gens qui sont là et combien ils sont. » Toutefois, ces statistiques ethniques ayant été publiées le 8 février 2017, elles ne sont pas présentes dans le livre de Monsieur Gourévitch puisque celui-ci était alors en cours d'édition.

Pour faire un bref point sur la situation de l'immigration en France, nous avons 7,2 millions d'immigrés (c'est-à-dire de personnes nées à l'étranger de parents étrangers), avec 7,3 millions de descendants directs d'immigrés dont 3,3 millions ont deux parents immigrés et dont 4 millions sont issus d'un mariage mixte.

Nous avons donc, globalement et approximativement, 14,5 millions de personnes d'origine étrangère en France.

Il faut ajouter à ces migrants légaux les migrants irréguliers pour lesquels il est, par définition, très difficile d'établir des chiffres précis. Les chiffres varient en effet de 300 000 à 1,2 millions d'immigrés illégaux qui seraient présents sur notre territoire.

Pour Monsieur Gourévitch : « on peut considérer que les personnes en situation irrégulière chez nous sont aujourd'hui aux alentours de 400 000 à 700 000 avec un point moyen aux alentours de 550 000 ».

Si on ajoute ces migrants irréguliers aux immigrés légaux et aux personnes d'origine étrangère, il apparaît alors que 20 % de la population française est aujourd'hui très directement d'origine étrangère, ce qui est une augmentation importante par rapport aux années précédentes.

Monsieur Gourévitch se refuse cependant à tout commentaire politique sur ce point, n'ambitionnant rien d'autre que de réaliser un travail d'analyse précis et le plus objectif possible.

Monsieur Gourévitch rappelle qu'il n'est pas engagé, sauf contre la désinformation précise-t-il. Son souci est de donner à l'opinion publique et aux citoyens des outils pour se forger leur propre opinion.

Après avoir abordé les aspects quantitatifs de la situation migratoire en France, Monsieur Gourévitch entend désormais évoquer les raisons pour lesquelles ces migrants sont venus et continuent de venir dans notre pays.

1°/ Tout d'abord les motivations familiales qui sont majoritaires :

46 % des migrants viennent en France pour des motifs familiaux : regroupement familial, immigration maritale, immigration prénatale (c'est-à-dire des femmes qui viennent accoucher en France pour que l'enfant puisse bénéficier du droit du sol) ...

Ce problème de l'immigration prénatale est particulièrement présent en Guyane en raison de la proximité de ce département avec le Surinam et avec le Brésil. On retrouve aussi ce problème à Mayotte à cause de sa proximité avec les autres îles qui forment l'archipel des Comores.

2°/ La motivation économique :

Les immigrés viennent pour chercher un travail, ou pour créer une entreprise en France, ou pour vendre leurs compétences à une entreprise. Il faut ajouter à cela l'immigration étudiante puisqu'un certain

nombre des étudiants étrangers qui viennent en France restent dans notre pays. Il convient de noter à cet égard la grande difficulté qui est la nôtre pour connaître et comprendre le parcours de ces étudiants. Dans cette catégorie de l'immigration pour raison économique, on peut aussi évoquer "l'immigration de charme", c'est-à-dire, évidemment, celles et ceux qui viennent ou qui sont amenés en France pour pratiquer la prostitution.

90 % des personnes qui exercent cette activité sont d'origine étrangère.

3°/ La motivation d'ordre politique :

Ce sont les réfugiés politiques.

Monsieur Gourévitch rappelle que 1 256 000 réfugiés se sont installés en Europe en 2015. L'Europe n'ayant rien prévu ni pour accueillir ces migrants ni pour faire le tri entre ceux qui méritaient le droit d'asile et les autres.

Dans cette catégorie des migrations pour raisons politiques on peut placer les migrations pour raisons environnementales. En effet, de plus en plus de personnes quittent leurs pays pour des problèmes causés par la modification climatique (désertification, propagation de maladies et cetera...).

À n'en pas douter, ces migrations pour raisons environnementales ne vont pas cesser de croître dans les années à venir. Bref, nous le voyons, les causes qui génèrent les migrations sont multiples et Monsieur Gourévitch travaille à donner un fil d'Ariane pour celles et ceux qui ont à réfléchir à ces questions complexes et labyrinthiques. Monsieur Gourévitch poursuit son exposé en abordant désormais la question de l'expatriation. Il affirme avoir été frappé par l'ignorance des candidats à l'élection présidentielle quant à cette question de l'expatriation. Chaque année, la France perd entre 80 000 et 100 000 personnes qui partent définitivement à l'étranger. Ces personnes ont pourtant été éduquées, formées et soignées en France...

Les raisons qui poussent ces personnes à quitter la France sont très variées. Elles peuvent être d'ordre économique, familial, fiscal, immobilière et cetera... Il y a donc, aussi bien pour l'immigration que pour l'expatriation, des motivations extrêmement variées. Monsieur Gourévitch continue son exposé en évoquant la question du coût. Combien coûte l'immigration et l'expatriation au contribuable français ? Il y a, au sujet de cette question, de fortes divergences. Quoi qu'il en soit, plus personne ne prétend aujourd'hui que l'immigration rapporte plus qu'elle ne coûte. En ce qui concerne l'OCDE et les économistes de gauche, le déficit économique lié à l'immigration serait faible : aux alentours de 5 à 10 milliards d'euros par an. Si on en croit les économistes classés à droite et à l'extrême droite de l'échiquier politique, l'évaluation du coût de l'immigration se situerait plutôt entre 70 et 85 milliards d'euros par an. Monsieur Gourévitch, quant à lui, affirme avoir procédé à une analyse plus technique de cette question. Pour Monsieur Gourévitch, le déficit lié à l'immigration légale s'élèverait à environ 8,5 milliards d'euros par an. Le déficit lié à l'immigration illégale s'élèverait, lui, à environ 3,5 milliards d'euros par an. Donc, 12 milliards d'euros en tout. Par ailleurs, Monsieur Gourévitch attire l'attention des membres du CARED sur un paradoxe.

Pendant longtemps en effet, beaucoup ont cru, aussi bien à droite qu'à gauche, qu'il fallait développer les pays pauvres d'où sont originaires la plupart des migrants pour freiner ces migrations. Malheureusement on constate, statistiquement, que ce raisonnement se révèle inefficace. On a donné beaucoup d'argent aux pays d'origine et cela n'a diminué ni l'immigration légale, ni l'immigration irrégulière. Monsieur Gourévitch nous explique les raisons de cette situation paradoxale. Il commence, pour ce faire, par évoquer les trois capitaux essentiels à tout migrant :

1°/ Le capital travail : il faut que le migrant puisse vendre sa compétence ou sa force de travail dans le pays où il souhaite s'installer.

2°/ Le capital financier : le migrant doit, tout d'abord, pouvoir payer son passage. Il faut qu'il puisse ensuite tenir pendant plusieurs mois dans le pays où il se sera installé.

3°/ Le capital relationnel : il faut que le migrant dispose d'un réseau dans le pays où il souhaite se rendre. L'aide au développement a permis d'augmenter le capital de compétences car beaucoup d'argent a été investi dans le domaine de l'éducation. Ceci a augmenté le nombre de gens instruits qui se retrouvent au chômage une fois leur formation accomplie car ils ne trouvent pas de travail sur place.

On a aussi augmenté le capital financier et le capital relationnel. En créant des passerelles entre pays d'origine et pays d'accueil, on développe toute une série de réseaux. On a donc augmenté le désir de partir chez ces personnes. Ceci est encore plus vrai avec les Africains. Quand ils retournent au pays, ils y retournent avec des cadeaux, tant et si bien que les proches de ces personnes envient ce qu'ils croient être une réussite et se mettent à vouloir partir à leur tour... Sur les 9 milliards d'euros d'aide au développement des pays les moins avancés et des pays à revenus intermédiaires, les 2,9 milliards d'euros qui sont censés freiner le désir d'émigration sont dépensés de façon tout à fait vaine. Une partie de l'argent consacré au développement de ces pays va effectivement avoir un impact réel et concret, mais il est toujours très difficile de mesurer cet impact. Monsieur Gourévitch aborde ensuite, très brièvement, la question du coût de l'expatriation ; un sujet qui n'est jamais abordé par personne, selon lui. Le coût de l'expatriation s'élèverait approximativement à 10,5 milliards d'euros par an. Monsieur Gourévitch évoque ensuite la question de l'islam et de son implantation en France. Pour lui, plusieurs scénarii sont possibles.

Il y a un scénario noir, apocalyptique : un Islam agressif conquiert la France par la force des armes et par la natalité.

Il y a un scénario rose, idyllique : le vivre-ensemble se réalise de façon apaisée dans le cadre d'une nation tolérante et multiculturelle où tout le monde adhère pleinement aux valeurs républicaines... Des scénarii plus réalistes sont à envisager.

Il est possible que se mette en place "le scénario de la frontière", c'est-à-dire du vivre côte à côte dans un pays fragmenté en diverses communautés qui ont chacune leur mode de vie, leur religion, leurs habitudes... Ces diverses communautés peuvent vivre côte à côté de façon conviviale, mitoyenne ou conflictuelle. Cela sera conflictuel si l'une des communautés entend imposer aux autres sa manière de vivre, de s'habiller, de manger, et cetera...

À ce propos, Monsieur Gourévitch évoque la grande inquiétude, qui ne cesse d'ailleurs de croître chez les Français, quant à la question de savoir si la communauté musulmane est gangrenée par un islamisme conquérant contre lequel nous devrions nous mobiliser. Monsieur Gourévitch rappelle qu'il y a 1 milliard 619 millions de musulmans dans le monde (chiffre de 2011-2012) et que ce nombre augmente plus rapidement que les autres par rapport à l'ensemble de la population mondiale. Il y a donc une augmentation du nombre de musulmans dans le monde. S'agissant de la France, Monsieur Gourévitch estime qu'il y a entre 8 et 8,5 millions de musulmans.

Quelles que soient les méthodes d'analyse utilisées, l'estimation est toujours approximativement de 8,5 millions de musulmans présents en France. Comment est répartie cette population ?

Monsieur Gourévitch détaille cette répartition en utilisant des cercles concentriques :

8,5 millions de musulmans, 3 à 4 millions de pratiquants., au moins 100 à 150 000 personnes tentées par l'islam radical, la plupart d'entre elles étant pacifiques, au moins 10 à 15 000 islamistes purs et durs

Après avoir posé ces quelques chiffres, Monsieur Gourévitch nous explique son concept d'islamo-business. Il nous explique qu'il y a un financement informel, un financement caché de l'islam en France qui vient aussi bien de l'économie souterraine que des taxes prélevées sur la viande halal ou des diverses taxes prélevées sur la communauté musulmane.

Par exemple, la zakat. La zakat est l'aumône que les musulmans versent chaque année à la communauté.

Parmi les huit possibilités d'utilisation de la zakat, l'une s'appelle la « lutte contre les adversaires de l'islam ». Une partie de la zakat sert donc à financer le terrorisme.

L'économie informelle finance en partie le terrorisme et nous ne savons que faire face à cela. Monsieur Gourevitch revient sur le parcours des djihadistes. Il est souvent le même. Cela commence par la petite délinquance puis évolue vers la grande délinquance et la criminalité (trafic de drogue, trafic d'armes, vols, violences, et cetera). Le passage en prison constitue une étape essentielle dans le processus de radicalisation. L'apprenti djihadiste va se racheter une vertu, une pureté et une fierté en mettant ses pas dans le chemin de Dieu. Monsieur Gourévitch conclut son exposé en invitant les membres présents à lui poser des questions.

Après avoir remercié et félicité Monsieur Gourévitch pour son exposé, Monsieur Chaton ouvre la séance des questions.

Première question : Quelle différence y a-t-il entre le Coran, l'Islam et l'islam radical ?

Monsieur Gourévitch rappelle qu'il n'est pas un spécialiste du Coran. Il dit avoir lu le Coran, mais en français seulement. Pour Monsieur Gourévitch, l'islamisme radical, sous ses différentes formes, se caractérise par 3 points qui reviennent toujours :

1°/ La confusion volontaire entre le religieux et le politique. Il n'y a pas de distinction entre ces deux sphères, entre ces deux mondes.

2°/ La religion musulmane veut devenir la première religion du monde et, pourquoi pas, la seule.

3°/ Pour l'islamisme radical, quand un pays est musulman, il doit appliquer la charia.

Pour Monsieur Gourévitch, ce sont les trois points communs des islamistes radicaux.

Deuxième question : La réhabilitation du délinquant par la pratique de l'Islam et le fait que, pour les musulmans, le Coran est la Parole sacrée de Dieu.

Monsieur Gourévitch est d'accord avec l'intervenant. Il rappelle toutefois que certains intellectuels musulmans, certes minoritaires, défendent un Islam plus moderne qui remet le coran dans son contexte afin d'adapter la pratique de l'Islam à la modernité.

Troisième question : Si on prolonge les courbes démographiques évoquées durant la conférence, quand la France sera-t-elle peuplée majoritairement par des musulmans ? Par ailleurs, la laïcité sera-t-elle suffisante pour contenir la progression de l'islam radical en France ?

Pour la troisième question, Monsieur Gourévitch souhaite répondre avec prudence. Pour lui, il faut faire attention à ne pas faire de futurologie et il évoque notamment les erreurs de Jean Raspail à ce sujet. Quoi qu'il en soit, le nombre de musulmans en France, incontestablement, ne va cesser d'augmenter dans les années à venir. Il est toutefois très difficile de faire des prévisions à long terme. Pour Monsieur Gourévitch, le nombre de musulmans en France continuera sans aucun doute à augmenter dans les années à venir, mais il se déclare incapable de prédire aujourd'hui quand les musulmans deviendront majoritaires.

S'agissant de la question de la laïcité, Monsieur Gourévitch rappelle qu'il y a plusieurs conceptions de cette dernière. Il avoue cependant n'être pas suffisamment qualifié pour répondre à la question de savoir si la laïcité pourra freiner les ardeurs des islamistes.

Quatrième question : Que pensez-vous de la position adoptée par la Hongrie par rapport à la question migratoire ?

Tout d'abord, Monsieur Gourévitch rappelle que la Hongrie a accueilli, pendant un certain temps, des migrants. Si elle a fini par mettre en place des clôtures, c'est parce qu'elle a jugé que la limite de ses capacités d'accueil était atteinte. Monsieur Gourévitch juge ensuite très difficile d'établir une clôture semblable sur les milliers de kilomètres de la frontière française et termine sa réponse en évoquant le risque d'explosion de l'Union européenne. La question de l'accueil des migrants pose le problème du travail. Quel travail donner à ces gens qui arrivent et qui s'installent chez nous ? La séance des questions prend fin et Monsieur Chaton entend conclure celle-ci par une citation de Saint-Augustin :

« À force de tout voir, on finit par tout supporter. À force de tout supporter, on finit par tout tolérer. À force de tout tolérer, on finit par tout accepter. À force de tout accepter, on finit par tout approuver. »

Fin de la conférence.